

Budget 2025

le gouvernement

contre **l'école publique**



L'Éducation nationale manque de tout : les personnels sont sous-payés, les classes surchargées, le bâti scolaire doit être désamianté et rénové pour lutter contre la crise écologique, les conditions de travail se dégradent... Le sous-investissement de

l'État dans l'école publique conduit à une montée en puissance de l'enseignement privé, à 95% catholique et ségrégué. Pourtant le budget 2025 prévoit une aggravation : avec 4000 postes supprimés, l'école va pâtir de cette austérité imposée.



Rentrée scolaire 2025 :

4000 postes en moins ? C'est NON !

Le ministère a largement abîmé l'école entre les réformes des lycées, du bac, Parcoursup, l'école de la confiance et dernièrement le "choc des savoirs"... près de 9000 postes ont déjà été supprimés depuis 2017 dans le second degré !

Les effets de cette politique se font déjà sentir : aggravation des inégalités sociales, crise d'attractivité, dégradation des conditions de travail... à présent, le ministère frappe à nouveau fort dans le premier degré qui devrait subir 3155 suppressions de postes parmi les 4000 annoncées.



SUD éducation revendique :

- l'augmentation des salaires et du SMIC, ainsi que leur indexation sur les prix ;
- l'abrogation de la réforme des retraites ;
- le développement des services publics (transports, santé, éducation, Poste...) sur tout le territoire.

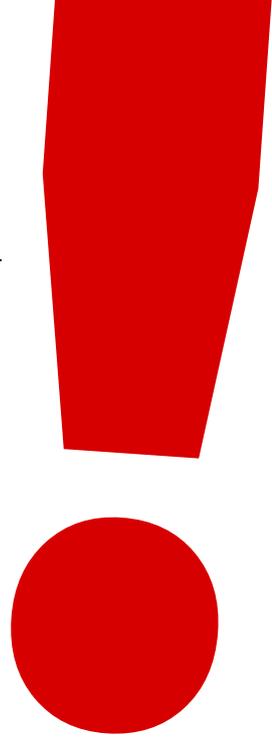
- SUD éducation porte la construction d'une forte mobilisation par la grève dans l'unité.
- SUD éducation appelle à construire une mobilisation massive pour la défense du service public.



Salaires : il faut des augmentations !

Le ministère de l'Éducation nationale avait annoncé une revalorisation historique pour les enseignant·es, CPE et Psy-EN à la rentrée 2023. Mais les mesures salariales sont loin de compenser la perte de notre niveau de revenu et laissent de côté une partie des enseignant·es en milieu de carrière, sans parler des autres personnels (AESH, AED, administratifs, médico-sociaux), qui ont été en grande partie oubliés et qui subissent une précarité inacceptable ! Les augmentations du point d'indice ne constituent pas une revalorisation salariale : cela constitue

simplement une évolution du point d'indice au vu de l'inflation. Mais cela ne rattrapera pas le gel du point d'indice entre 2011 et 2022, d'autant que ces augmentations sont inférieures à l'inflation qui a atteint des records ces dernières années. Malgré ces augmentations du point d'indice, le salaire moyen des enseignant·es reste inférieur à la moyenne de salaires des enseignant·es des autres pays de l'OCDE. Depuis 20 ans, les fonctionnaires ont perdu 27% de leur rémunération !



Attaques contre les agents publics : c'est NON !

Mais les attaques ne s'arrêtent pas là puisque Le ministre de la fonction publique Kasbarian a annoncé que le Gouvernement amenderait le projet de loi de finances afin de :

- porter de un à trois le nombre de jours de carence en cas d'arrêt-maladie des agent·es publics fonctionnaires ;
- d'amputer la rémunération des fonctionnaires de 10% durant les trois mois de congé maladie ordinaire.

C'est une nouvelle attaque contre toutes les agent·es qui font vivre au quotidien le service public. Le ministre Kasbarian accuse les personnels de la Fonction publique d' "absentéisme" laissant entendre qu'ils seraient sans cesse absents, or ceux-ci sont moins absents que les salarié·es du privé (10,2 jours contre 11,6 jours dans le privé). Perdre 10% de son salaire lorsque l'on est malade et que l'on suit les prescriptions médicales d'arrêt de travail est intolérable ! En 2022, les enseignant·es ont été absent·es pour raison de santé autant que les salarié·es du privé, alors que leurs conditions de travail se sont largement dégradées.

SUD éducation s'oppose à ces mesures injustifiables et alerte sur leurs conséquences sur les personnels faisant face à des conditions de travail plus difficiles, en éducation prioritaire par exemple, mais aussi sur les personnels en situation de handicap dont les conditions de travail ne sont que trop rarement adaptées, sur les femmes dont la prise en charge des douleurs menstruelles et de l'endométriose reste indigente. Cette mesure est encore plus abusive lorsqu'on constate l'absence de médecine du travail dans l'Éducation nationale.

Le gouvernement et l'extrême droite s'allient pour nous imposer une société violente qui discrimine les individus en fonction de leurs origines, de leur religion réelle ou supposée, de leur genre, de leur orientation sexuelle, du handicap.



Tou·tes ensemble, mobilisons-nous pour améliorer la vie de tou·tes !